

très important. Comme le savent les honorables députés, la Communauté européenne de défense, telle qu'elle a été proposée, ne comprend qu'un seul membre qui ne soit pas déjà signataire du Traité de l'Atlantique-Nord: la république fédérale d'Allemagne. Mais bien que le protocole ajoute à nos obligations, je crois que ce complément est plus théorique que réel car le Traité de l'Atlantique-Nord contient un article, l'article 6, qui stipule que l'entente d'aide mutuelle entre en vigueur dans le cas d'attaque armée contre les troupes, les navires ou les avions d'un des membres qui se trouvent à l'intérieur ou au-dessus des territoires ou des autres régions d'Europe où étaient postées les troupes d'occupation d'un membre à la date d'entrée en vigueur du Traité.

Cela veut dire que nous sommes déjà dans l'obligation de venir en aide aux troupes de l'OTAN postées en Allemagne occidentale. Si le protocole entre en vigueur, cette obligation s'appliquera aux cas d'attaque non plus seulement contre les troupes d'occupation postées en Allemagne, mais aussi contre l'Allemagne de l'Ouest elle-même.

C'est un autre pas,—un pas important, à mon sens,—dans l'évolution et la réaffirmation de la sécurité collective et de l'intervention collective, les meilleurs moyens de prévenir la guerre dans les circonstances actuelles. Vu l'importance de cette question, les députés souhaitent sans doute que j'insère ce protocole et la portée, surtout pour le Canada, de ce protocole dans le cadre plus vaste d'une déclaration, que je ferai aussi brève que possible, sur la situation européenne, particulièrement en ce qui concerne l'Allemagne.

Nous discernons tous, j'en suis sûr, la menace d'agression qui pèse actuellement sur le continent européen et dont le principe moteur est un mélange d'impérialisme russe et d'idéologie communiste. Malgré cette menace, il n'est pas facile de chasser le souvenir des résultats terrifiants qu'a obtenus la puissance militaire germanique mise au service d'un régime totalitaire. Il y a bien peu de pays européens aujourd'hui où les blessures physiques et spirituelles de la seconde Grande Guerre, aient eu le temps de guérir complètement.

Les économies nationales qui, grâce à l'aide du plan Marshall et d'autres secours, ont pu petit à petit revenir à quelque chose qui ressemble aux conditions normales après les ravages de la guerre ont dû encore une fois assumer le fardeau supplémentaire d'un vaste réarmement. Il est donc réconfortant, monsieur l'Orateur, de voir que malgré ces épreuves du corps et de l'esprit, il s'est trouvé

des hommes pour comprendre que les batailles du passé ne doivent pas déterminer les politiques de l'avenir et pour comprendre aussi l'urgente nécessité d'unir l'Europe, d'unir l'Europe pour la paix selon le seul principe qui permette de réaliser pareille union.

Je n'ai guère besoin de rappeler à la Chambre que tout programme visant l'intégration européenne accorde une importance centrale à la position de l'Allemagne. Les efforts que les nations occidentales ont tentés, hier et aujourd'hui encore, en vue de s'assurer l'appui des Allemands, comme aussi les efforts tentés par le bloc soviétique pour réaliser l'assujettissement des Allemands, le démontrent à l'évidence. L'Allemagne se trouve située au cœur même de l'Europe. Il n'est donc pas surprenant que la politique occidentale en général et, en particulier, celle des États-Unis, considère la participation allemande comme essentielle à la défense efficace de l'Europe. Cette participation devrait être plus facile, à mon sens, maintenant que la longue inimitié entre la France et l'Allemagne a perdu beaucoup de sa réalité dans un monde où les divisions importantes n'existent plus entre Européens, et que les antiques concepts de l'équilibre des puissances se fondent sur des considérations qui débordent le plan national.

Ainsi donc, les nations européennes qui ont encore la liberté de choisir,—et elles n'ont pas toutes cette liberté,—se rendent compte que, malgré le sentiment de neutralité qui existe dans certains pays et certains milieux, il importe à leur survie de s'unir en tant que nations européennes en présence de cette menace commune et de ce danger commun. L'évolution de cette intégration européenne semble souvent péniblement lente pour ceux d'entre nous qui en surveillent la marche au delà de l'Atlantique. J'imagine souvent que pour les Européens eux-mêmes elle doit sembler immodérément rapide.

Je n'ai pas l'intention de rappeler toutes les mesures prises ces dernières années en vue de l'unification de l'Europe. Elles sont bien connues de nous tous, mais peut-être ne se rend-on pas toujours compte qu'elles ont été nombreuses. Parce que la nécessité urgente d'éviter une troisième guerre mondiale a absorbé l'esprit des hommes libres, surtout en Amérique du Nord, nous avons sous-estimé les progrès considérables qu'on a réalisés ces dernières années en vue de résoudre les problèmes complexes qui se posent en Europe et dont beaucoup ont persisté au cours des générations.

Ce progrès s'est accompli malgré les sentiments et les traditions nationalistes profondément enracinés et faciles à comprendre,